



7.000 suppressions de postes programmées en 3 ans à la Direction générale des finances publiques

La Direction générale des finances publiques (DGFIP) résulte de la fusion « Impôts/Trésor ». Créée en Avril 2008, elle constitue le « fer de lance » de la révision générale des finances publiques (RGPP). Ses missions sont très larges puisqu'elles portent sur l'assiette, le contrôle et le recouvrement de l'impôt et sur la gestion de la dépense publique.

La sphère « Impôts/Trésor » a connu de nombreuses évolutions depuis 10 ans : réformes incessantes de structures, méthode « managériale » inspiré du secteur marchand, informatisation... La preuve de la capacité d'évolution de cette administration d'Etat et de ses agents n'est plus à démontrer. Mais la mobilisation particulièrement forte des agents de la DGFIP (plus de 60 % de grévistes en Janvier 2009, plus de 50 % en Mars 2009) témoigne d'un réel mécontentement sur les questions touchant à l'emploi, au pouvoir d'achat et aux conditions de travail.

Les suppressions d'emplois y ont été très nombreuses, au point que l'on est en droit de s'interroger sur leur impact et sur la capacité de répondre positivement aux enjeux du moment.

- Ainsi, les déclarations se sont multipliées à propos de la lutte contre la fraude fiscale : mais comment lutter efficacement contre la fraude à l'heure où les moyens humains sont en franc repli, où les délais sont de plus en plus resserrés et alors que la statistique d'affichage prend le pas sur la qualité et l'efficacité ?
- De la même manière, la fiscalité devient chaque année de plus en plus compliquée : comment assurer un accueil et une gestion de l'impôt de bonne qualité sur fond de réorganisations incessantes des services et de réduction des emplois ?
- Par ailleurs, alors que l'on sait que le service public de proximité joue un rôle économique et social important, comment serait-il possible d'accepter la réduction du maillage territorial ?
- Ces enjeux prennent un relief particulier dans le contexte actuel de crise, notamment en raison du rôle particulier joué par les services de la DGFIP dans les orientations face à la crise et alors que les inquiétudes des contribuables se font jour (demandes d'étalement de paiement...).

Dans ce contexte, le gouvernement annonce une accélération des suppressions d'emplois : 35.000 dans la fonction publique d'Etat en 2010 et 7.000 suppressions d'emplois en trois ans à la DGFIP (si cela devait être confirmé, la sphère « Impôts/Trésor » aura perdu plus de 20.000 emplois en dix ans).

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor, ces annonces vont totalement à contresens des enjeux de la période. Elles montrent en réalité que le cap qui a été suivi, crise ou pas, fraude ou pas, relève bien du dogme : supprimer des emplois publics, sans pour autant annoncer les conséquences de ces suppressions.